



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20250041
Code AIOT : 0010001769

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté 12, rue André Boulle 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 17/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- 12, rue André Boulle 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exerce une activité de stockage de produits phytopharmaceutiques désignée par le terme PFD (Produits Finis Divers). Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 novembre 2004, modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires entre 2008 et 2014. L'établissement relève du statut seveso seuil haut pour le stockage des produits phytopharmaceutiques et inflammables.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12_Annexe II	Demande d'action corrective	7 jours
2	Extinction automatique d'incendie à haut foisonnement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 _ Annexe II	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 25 _ Annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12_Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et opérationnalité de la détection incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. [...]
Constats :

<p>Écart constaté : Le hall B n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie permettant d'alerter, dès la première détection, les personnes présentes sur le site de façon précoce. De plus, en cas de présence humaine dans le hall B (possiblement dans les halls A et C), l'évacuation préalable du personnel à l'émission de mousse n'est pas assurée.</p> <p>Le détail des éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce contrôle relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 2 : Extinction automatique d'incendie à haut foisonnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 _ Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Opérationnalité du système en mode automatique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Écart constaté : La pression d'eau du groupe moto-pompe (en fonctionnement) de l'installation fixe d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (IEAMHF) est inférieur à la valeur de 10 bars, définie par la notice constructeur. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier des pressions d'eau définies par le constructeur de l'IEAMHF, lors de la mise en pression des 3 proportionneurs et indiquer les mesures prises pour rétablir la pression au niveau de la vanne d'alimentation secours du proportionneur du hall B. Pour terminer, l'exactitude des manomètres pourrait utilement être vérifiée.</p> <p>Le détail des éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce contrôle relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 25 _ Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et opérationnalité de la détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le détail des éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cet exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite